

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Requais, Tourcoing :
Trois mois 12 f.
Six mois 23
Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. WEROUX

Le Nord de la France :
Trois mois 13 f.
Six mois 26
Un an 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes
Ombraie à forfait.

ROUBAIX, 17 NOVEMBRE 1870

Voir les dernières nouvelles à la troisième page

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Tours, 16 novembre 3 h.

Le Times, d'après des dépêches de Vienne, dit qu'il serait beaucoup question d'une alliance entre l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie et la Turquie.

M. de Beust et M. Andrassy y seraient favorables.

Les ennemis sont rentrés à Dijon le 14.

Les troupes françaises réoccupent Dreux.

Londres, 15 novembre.

Les journaux anglais publient une lettre de M. Guizot, écrite du Val Richer à la date du 11 courant.

Dans cette lettre, M. Guizot dit que la France doit continuer la guerre, avec courage, en disposant de toutes les forces qui lui restent encore.

C'est désormais, dit la lettre, une guerre à outrance, dont la responsabilité ne retombera pas sur la France.

Amiens, 16 novembre.

Rien n'est signalé dans l'arrondissement. Toutes nos défenses sont prêtes.

Rouen, 16 novembre.

L'engagement de Marseille-le-Petit a été insignifiant. Le détachement de cavalerie ennemi s'est retiré.

Marseille, 14 novembre, 5 h. soir.

M. Carcassonne, président de l'ex-commune révolutionnaire, est parti hier pour Gènes, par la voie de mer, avec sa famille.

Le Journal l'Égalité publie une lettre de M. Raymond, capitaine des francs-tireurs marseillais, disant qu'avec trois compagnies, il a surpris nuitamment 600 Prussiens, près d'Auxonne (Côte-d'Or) ; après une fusillade très-meurtrière pour l'ennemi, il attaqua les Prussiens à la baïonnette et les mit en fuite. L'ennemi a perdu plus de 100 hommes dans cette affaire.

Garibaldi a nommé M. Raymond, chef de bataillon.

Marseille, 14 novembre, 10 h. soir.

Le préfet au ministre de l'Intérieur.

Le département s'est achevé aujourd'hui. La liste du comité républicain ou de l'ancien conseil municipal a été nommée à une grande majorité, 29,000 voix au maximum et 21,500 au minimum. La liste dite de l'égalité n'a eu que 7,500 à 8,000 voix. Tout s'est passé dans le plus grand calme, la plus grande liberté, la plus parfaite régularité.

Bruxelles, 14 novembre.

Une dépêche de Flessingue, porte que le navire allemand Jenna Johanna a été capturé par un navire de guerre français.

Bordeaux, 14 novembre.

Des prisonniers prussiens arrivés à Oléron sont détenteurs de valeurs importantes en or français, de chaînes d'or et bijoux de femmes, produit du pillage.

La grande question d'Orient vient d'être rouverte par la circulaire du prince Gortschakoff, relative au traité de 1856. Il semble que la Russie veuille profiter de la détresse dans laquelle se trouve la France, pour s'affranchir des conditions qui lui ont été imposées par le traité de Paris, à savoir : la neutralisation de la mer Noire, l'obligation pour la Russie de n'établir dans cette mer aucun arsenal militaire maritime et de ne faire entrer aucun navire de guerre par les Dardanelles et le Bosphore. De là, à s'emparer de Constantinople, il n'y a qu'un pas. Aussi, tous les journaux européens, et la presse anglaise en particulier, se montrent-ils singulièrement affectés de cette

Courrier de Tours

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Tours, mardi 15 novembre.

Nous sommes en plein pays de traquards diplomatiques. Jamais époque historique n'aura eu en si peu d'années tant de traités conclus et bientôt déchirés, volés. C'est évidemment la faute de la vapeur et du télégraphe. Nous ne voulons pas parler des conventions violées par les Prussiens ou les Allemands ; tout le monde sait cela ; mais voilà que la Russie s'en mêle à son tour ; elle dénonce le traité de 1856. Un traité qui date de 14 ans est évidemment incompatible avec les besoins de la civilisation moderne.

Nous n'avons pas encore de détails précis sur la manière dont la Russie entend se soustraire aux engagements qu'elle a pris après la chute de Sébastopol. La diplomatie européenne va livrer sur ce terrain de grandes batailles et les notes, circulaires, protocoles et dépêches vont être prodigués par toutes les chancelleries. M. le comte de Bismark et le Prince Gortschakoff sont deux compères qui nous paraissent s'entendre à merveille. M. de Beust, ministre autrichien, n'est qu'un petit garçon à côté de ces deux diplomates. La Russie a manœuvré avec habileté, elle s'est prêtée avec bonne grâce aux négociations pour l'armistice dont l'Angleterre avait pris l'initiative ; elle semblait vouloir se désintéresser complètement des grandes luttes qui épouvantaient l'Europe ; et voilà que tout à coup elle démasque ses batteries qui menacent directement Constantinople.

L'idée est bien simple : la Russie veut avoir deux grands ports : l'un au Nord, l'autre au Midi, Pétersbourg et Constantinople, absolument comme la Prusse veut avoir Kiel et Trieste. Que seraient les autres puissances de l'Europe après ces deux redoutables empires ? La France n'y peut rien pour le moment ; l'Autriche ne compte plus guère ; elle en aura la preuve bientôt si la France est définitivement vaincue. Quand à l'Angleterre, on dit qu'elle n'est pas satisfaite. Le bruit court aujourd'hui ici qu'elle vient enfin de sortir de son apathie et a demandé très-énergiquement des explications à la Prusse. Les choses même auraient pris tout d'abord une tournure très-grave. Nous aurons à quoi nous en tenir dans quelques jours.

Les complications diplomatiques coïncident précisément avec le premier fait d'armes heureux que nous ayons à signaler depuis le commencement de la campagne. Les engagements à la suite desquels Orléans a été évacué par les Prussiens ne constituent pas seulement une victoire militaire, c'est surtout une victoire morale. On sait maintenant en France et dans toute l'Europe qu'il y a une armée de la Loire, et le roi lui-même proclame que son général a dû se retirer devant des forces supérieures. Les Français ne sont donc plus partout écrasés par le nombre. Je me garderais bien de vous dire un mot des bruits qui courent ici sur les mouvements de nos troupes ; mais il semblerait que la grande armée prussienne disséminée autour de Paris n'est pas sans inquiétudes, car les mouvements des armées annoncés comme devant s'opérer dans le Nord et dans le Sud-Est semblent subir un temps d'arrêt. Remarque aussi que tous les journaux étrangers publient des dépêches annonçant une grande sortie de la garnison de Paris. On s'attend toujours à quelque grand coup frappé de ce côté.

Ce matin a été affichée sur tous nos murs la proclamation adressée par M. Gambetta à l'armée de la Loire.

Le chef d'état-major de l'armée de la Loire, le général Borel a été fait sur le champ de bataille général de division. M. Borel a été vingt ans attaché au maréchal de Mac-Mahon ; il était en dernier lieu son premier aide-de-camp et son chef de cabinet. Il l'avait quitté, il y a environ dix-huit mois pour devenir chef d'état-major de la garde nationale de Paris. Le général Borel, que j'ai eu occasion de connaître personnellement, est un de nos plus jeunes officiers généraux ; il a de magnifiques états de service. C'est un de ces hommes énergiques et loyaux comme il en faudrait plusieurs à la tête de nos jeunes armées.

CAHOT.

Tours, mercredi 16 novembre.

La retraite d'une partie de l'armée prussienne qui occupait Orléans semble s'être changée en une véritable déroute. On a cité un détail tout à fait caractéristique ; dans un fourgon prussien saisi par notre cavalerie, on a trouvé quarante pendules. Il y a des gens qui s'étonnent ; nous trouvons le fait tout simple et naturel. Le roi Guillaume vole des provinces ; ses soldats volent des pendules et tous se grisent avec le vin de France ; voleurs en haut, voleurs en bas, cela est logique, et la bande s'enrichit.

Divers bruits ont couru aujourd'hui : d'un côté on allait jusqu'à dire que l'armée de Paris avait atteint Juvisy et avait donné la main à l'armée de la Loire, qu'Etampes avait été repris aux Prussiens. D'un autre côté on assurait que les Prussiens essaient un retour offensif sur Orléans, cela nous paraît vraisemblable, mais qu'ils puissent se réunir à 150,000 hommes, voilà ce qui nous paraît difficile, et même cette hypothèse ne nous effrayerait pas, car nous avons à leur opposer des soldats qui ont fait leurs preuves.

Ce qui paraît certain, c'est que les Parisiens auraient occupé le plateau de Villejuif, y auraient établi des fortifications comme celles qui étaient en avant de Sébastopol, et auraient ainsi élargi le cercle des assiégés, ce qui diminue singulièrement leurs forces.

On annonce que Dijon a été occupé par les troupes françaises ; mais cette nouvelle nous parvient sous une forme telle qu'on ne peut savoir si c'est à la suite d'un combat ou parce que les Prussiens se sont retirés volontairement.

Les habitants de Lille font leurs préparatifs en prévision d'un siège prochain. La rumeur publique grossit le chiffre de l'armée du général Manteuffel, et semble doubler le chiffre des forces dont disposait devant Metz le prince Frédéric-Charles. Il paraît hors de doute que Thionville a subi les horreurs du bombardement et est presque détruit. C'est une véritable guerre de sauvages. Quand les Prussiens se trouvent en face de villes comme Metz et Paris qui peuvent résister à leur grosse artillerie, ils se tiennent à distance ; mais quand ils peuvent bombarder les villes sans avoir rien à redouter pour eux ils ne craignent pas de commettre ce crime honteux de ruiner les villes et d'écraser des habitants qui ne peuvent pas se défendre. Cela s'appelle la guerre faite scientifiquement.

Un grand nombre de députés de Reichstag se sont rendus à Versailles pour faire leur cour au futur Empereur d'Allemagne. C'est la ce qui a donné naissance au bruit que le Reichstag allait se réunir à Versailles.

Le Moniteur publie ce soir un décret qui nomme le général d'Aureilles de Paladine commandant en chef de l'armée de la Loire.

Un autre décret autorise les préfets à accepter les offres de cloches faites par les paroisses ou par les consistoires, pour fabriquer des canons.

CH. CAROT.

Un Congrès

Ce n'est pas pour la France seulement que nos vœux politiques appellent un congrès, c'est pour l'Europe.

L'Europe a besoin d'un congrès : elle a besoin de savoir si elle existe comme une réunion d'États chrétiens, ou simplement comme une agglomération de populations fortuitement gouvernées par des maîtres que la force leur a donnés, que la force leur ôtera, troupeaux humains assenblés par un besoin mutuel de secours, pour la satisfaction d'appétits grossiers, sociétés de hasard et de fantaisie, où nul devoir ne lie les âmes, et sur qui ne descend aucune lumière du ciel.

Nous appelons un congrès, parce qu'apparemment il nous dirait si l'Europe est l'une ou l'autre de ces deux choses, une association de nations civilisées, ou une aggrégation de peuples inclinant vers la barbarie.

La révolution athée d'une part, la guerre sauvage d'autre part, rend plausible ce doute politique, quelque offensant qu'il paraisse à ce que nous appelons le progrès. Un congrès éclairerait à cet égard la conscience de l'Europe.

Et qu'on ne dise pas que nous outrons

l'idée d'un congrès, en lui attribuant un sens purement théorique.

Notre dilemme est sérieux ; il dérive de l'état public de l'Europe, où nul ne saurait dire si c'est le droit qui règle la conduite des gouvernements, ou si c'est le seul caprice de la force.

Au fait l'Europe est sans loi commune, et les gouvernements sont hors d'état de dire en vertu de quels principes ils sont ce qu'ils sont. Voici un chef d'État militaire qui jette sur la France un million d'hommes armés, afin, dit-il, de venir à bout de la révolution dont la France serait le foyer. Mais c'est pure fantaisie d'un monarque qui joue à la guerre. Un million d'hommes armés ne saisiront pas la révolution, si la révolution est l'expression nominale d'un droit public, en vertu duquel S. M. le roi de Prusse a pu s'emparer de dix États ; et S. M. le roi d'Italie entre de vive force au Vatican et tient prisonnier le souverain Pontife, sans que le monde politique pousse un cri d'horreur. Qu'est-ce que ce mépris de la logique humaine ? Les socialistes, les jacobins rouges, les garibaldiens forcenés ont une façon de raisonner plus digne et plus fière que ces dérisions. Ceux-là ne se posent pas comme gardiens des États ; quand ils se lèvent, on sait où ils vont, et ils le disent.

L'Europe ne sait pas où elle va. On la pousse aux abîmes, au chaos, au néant ; et elle se laisse aller sous une force aveugle qui la précipite.

Un congrès aurait ceci de bon, c'est qu'il serait pour l'Europe une occasion de se recueillir et de méditer sur elle-même.

Certes un grave sujet d'examen serait la guerre sauvage qui est faite à la France, surtout à partir du jour où l'empire bonapartiste s'est engouffré dans les fossés de Sedan. Mais ce n'est pas tout ce que devrait examiner un congrès sérieux. La France ayant été livrée par un gouvernement de fanfarons ineptes à l'invasion vingt ans préméditée de la Prusse, l'Europe aurait à s'enquérir de ce qui dériverait pour elle de l'affaiblissement de ce vieux État chrétien, pivot nécessaire de l'équilibre de tous les États ; elle aurait enfin à considérer la conséquence d'une disposition totalement transformée de ses gouvernements sous la pression de ses germanismes nouveaux, c'est-à-dire d'un militarisme brutal, quelque chose d'analogue à la force païenne, où la personnalité humaine s'évanouit devant le glaive d'un illuminé.

Il y a là autre chose que de la théorie, il y a un examen positif de l'état présent de l'Europe, tel qu'il se manifeste par des énormités dignes des époques d'Attila et de Gengis-Kan.

Un congrès ne se conçoit que comme une sanction ou comme une condamnation de cette situation politique ; l'Europe ferait son choix.

Et remarquez que si les gouvernements, comme force organisée, ont besoin de se prononcer, les peuples, comme sujets contraints, ont besoin de savoir jusqu'à quel point ils sont tenus d'obéir.

Si la force seule est maîtresse, il n'y a plus de soumission, tous les gouvernements doivent abdiquer : c'est la pratique rigoureuse du droit de révolution ; c'est l'anarchie en principe, et dans l'anarchie c'est la guerre indéfinie au sein des sociétés ; c'est l'état barbare.

Nous appelons un congrès comme protestation contre un tel chaos.

Un congrès implique la reconnaissance d'un droit social supérieur au régime des bois ; et au nom du christianisme qui a fait les nations libres, nous appelons une délibération des gouvernements à l'effet de savoir si les nations, cessant d'être chrétiennes, sont condamnées à ne connaître que les brutalités de la force.

C'est dire qu'un congrès devra rendre à la puissance politique son caractère de paternité. Les rois, dans le droit chrétien, sont pères et pasteurs ; dans le droit athée, ils sont maîtres et tyrans : c'est pourquoi, dans ce même droit, ils sont précipités tour à tour.

Les congrès de 1814 et de 1815 avaient proclamé le droit royal sous le nom de légitimité ; c'était un grand et saint nom : il impliquait à la fois le droit des rois et le droit des peuples, car il voulait dire que le commandement était soumis à des règles supérieures à la volonté des rois, et ainsi l'obéissance des peuples était libre parce qu'elle était réglée. De là le